

► Alain Claeys

Député-Maire de Poitiers

Photo : Sébastien Laval

Ryanair : ne pas céder

Dans une économie de flux, le futur de Poitiers et de son agglomération dépendra de leur capacité à s'installer au cœur des échanges. C'est tout le sens de la bataille pour les infrastructures que je mène avec les maires de la CAP. Au-delà de l'étoile ferroviaire constituée des LGV Tours-Bordeaux et Poitiers-Limoges pour lesquelles je me bats, l'aéroport demeure, pour le moment, une infrastructure majeure, un élément capital de notre développement.

Pour autant, la situation actuelle n'est pas satisfaisante et constitue un échec collectif. La compagnie à bas coûts Ryanair nous demande chaque année davantage de subventions (+ 74 % en 2010) pour des services équivalents, voire en légère diminution. Cette hausse n'apparaît pas justifiée sur le plan économique car Ryanair a dégagé plus de 380 millions d'euros de bénéfices entre avril et septembre dernier.

Ces demandes sont, à termes, mortifères pour l'aéroport car les collectivités locales ne pourront pas, compte tenu de l'évolution de leur budget dans les années à venir, poursuivre longtemps cette escalade financière.

Pour répondre à cette problématique, la CAP a élaboré une double stratégie, en attaque et en défense, validée à l'unanimité des conseillers communautaires.

La situation actuelle étant pour beaucoup la résultante de la situation de quasi monopole de Ryanair qui a transporté, en 2009, 73 % des passagers de l'aéroport, il est donc vital de le faire desservir par d'autres compagnies aériennes.

D'autre part, trois actions ont d'ores et déjà été actées par le Syndicat mixte de l'aéroport : la reconduction en 2010 de notre contribution de 2009 à Ryanair, la saisine de l'Etat pour connaître la conformité aux règles européennes des subventions accordées à Ryanair et la création d'un front commun avec au moins les quatre villes chefs-lieux en Poitou-Charentes car, sur ce dossier comme sur beaucoup d'autres : seule l'union fait la force.